

concertation avec le grand nombre. Nous entendons rompre avec le libéralisme qui endort le citoyen et ne réveille que le consommateur. Nous opposons à l'oligarchie ambiante, l'implication citoyenne par la voie démocratique.

Celle-ci s'articulera autour de la planification écologique (Voir note du 1er mars 2011). Une autre production et une autre manière de produire doivent être urgemment mises en place. C'est l'intérêt général qui doit guider désormais l'action publique. Or, qui d'autre que le peuple lui-même peut le mieux définir ce qu'est l'intérêt général ?

Parallèlement, nous mettrons en place des ateliers citoyens pour faire avancer l'intérêt général tout au long de l'année dans nos villes et nos cantons. Nous devons construire ensemble des projets locaux pour apporter des preuves par l'exemple qu'il est possible de construire un autre monde.

Ceci nécessite un peuple éclairé sur les choix possibles. L'implication citoyenne passe d'abord par l'éducation. L'école républicaine doit permettre au futur citoyen en puissance à devenir citoyen. Dans cette logique, son rôle est de permettre à tous de s'émanciper afin de devenir un être pensant par soi-même. Pour permettre aux collégiens de penser par eux-mêmes et de ne pas reproduire les schémas discriminatoires et traditionnels que l'idéologie dominante nous inculque, le Conseil Général doit appuyer dans les collèges les interventions d'éducation à la transition écologique, à la santé et à la sexualité, à la lutte contre l'homophobie, le sexisme et toutes les formes de discrimination.

L'éducation populaire permet l'émancipation de tous et ainsi implique concrètement les citoyens. C'est pourquoi il est important de soutenir les associations d'éducation populaire, culturelles et sportives qui impliquent les citoyens et qui organisent une cohésion sociale.

La peur doit s'effacer pour faire place à la solidarité. La droite et l'extrême droite stigmatisent l'immigration comme responsable des injustices sociales, de la pauvreté et du chômage, en répandant la haine et la peur. Nous refusons ce discours. Les immigrés n'ont pas à assumer la faute à la place des puissants et des riches, qui sont les seuls responsables de la crise, des licenciements, des baisses du pouvoir d'achat, de la crise écologique. Le droit qui régit notre République c'est le droit du sol : même sol, mêmes droits. Au Front de Gauche, nous n'acceptons pas qu'il y ait deux poids, deux mesures.

Nous nous engageons donc dans le Conseil général à accompagner les municipalités qui organisent des votations citoyennes pour permettre le droit de vote des étrangers et des parrainages de sans-papiers. Nous renforcerons aussi les actions dans l'accès aux droits : la lutte contre les discriminations, pour le droit du travail, contre les violences faites aux femmes, le droit au logement, etc.

Lors des élections cantonales, je porte ce projet de généraliser les initiatives d'implication citoyenne et de l'organiser sur tout le département, y compris pour pratiquer la désobéissance civique et refuser les directives européennes de mise en concurrence et de privatisation des services publics.

Avec le Front de Gauche, l'implication citoyenne devient possible.

Vendredi, 18 Mars 2011 12:20

Mais la première implication citoyenne, c'est le vote. Dimanche, c'est l'occasion de s'impliquer directement pour mettre en oeuvre les radicalités concrètes qui seront utiles à tous.

Dimanche, je compte sur vous.